



SOMALIE

PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

CONTEXTE NATIONAL

Août 2013 a marqué la première année depuis la fin du Gouvernement fédéral de transition et la naissance de la première République fédérale démocratique de Somalie. Cela a conduit à un vaste effort de redressement de la capacité et de la structure institutionnelles de la Somalie, qui était depuis longtemps au bord de la faillite. Les graves problèmes liés à l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles, tels que la corruption durant le processus d'attribution et de vente des terres et l'attribution des droits fonciers, sont un élément de déstabilisation critique et un grave facteur de conflit affectant les efforts de reconstruction en Somalie. En outre, le défi de la reconnaissance et de la protection des droits fonciers légitimes des personnes vulnérables, dont la majorité sont des femmes, a été mis en évidence dans l'analyse des droits fonciers et territoriaux des femmes et des minorités somaliennes.

OBJECTIF

Parmi les principales lacunes identifiées figurent:

- l'absence d'une politique foncière globale, des cadres juridiques disparates et dans une certaine mesure incohérents et la faible gouvernance institutionnelle de l'administration foncière;
- une propriété foncière peu claire.

Afin de combler ces lacunes, l'analyse a recommandé de:

- maintenir un processus inclusif et participatif dans l'administration foncière;
- garantir l'existence de politiques harmonisées et efficaces, ainsi que de cadres juridiques et institutionnels dans l'administration foncière;
- garantir l'uniformité des procédures d'administration foncière et la reconnaissance par le gouvernement des droits fonciers communaux et lois coutumières dans les lois nationales.

L'objectif global de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays (PUEGF MP (EULGP CI pour ses sigles en anglais)) est de mieux sécuriser et de rendre plus durable l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles afin de faciliter les investissements productifs ainsi que le développement social et économique au Somaliland et dans le sud de la Somalie.

PROJET TRANSVERSAL

Grâce à un projet transversal cofinancé par l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), coordonne, soutient et consolide la mise en œuvre du programme de gouvernance foncière de l'UE dans 18 pays. Ce projet transversal fournit aux acteurs de la mise en œuvre et à leurs partenaires une plate-forme pour échanger, collecter et communiquer à un large public la richesse des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet. Il soutient aussi l'organisation de programmes de renforcement des capacités à l'intention des exécutants, qui peuvent bénéficier des conseils techniques du groupe de travail interdisciplinaire de la FAO sur la gouvernance foncière, des enseignements tirés, du partage des expériences et des possibilités d'échange entre les responsables de la mise en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière dans le cadre des DV et des CLD.

Nom de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays PUEGF MP	Rétablir la confiance relative aux questions foncières en Somalie
Exécutants du projet	FAO
Partenaires d'exécution	Pastoralist Environment Network in the Horn of Africa (PENHA) Candlelight for Environment, Education and Health Nagaad Network Nordic International Support Foundation Academy for Peace and Development (APD)
Zones d'intervention	Somaliland et région de Lower Shabelle
Entités politiques impliquées	Ministère de l'agriculture (Département des ressources terrestres et hydriques) Ministère de l'environnement et du développement rural
Budget	EUR 2 269 000
Durée du projet	Mai 2014 – mars 2017

Note: la sigle en anglais du Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays est EULGP CI

STRATÉGIE D'INTERVENTION

L'objectif global du projet dans le pays devrait être atteint grâce aux produits suivants:

- Évaluation approfondie des droits territoriaux et de la dynamique des conflits afin de fournir une compréhension claire du contexte et de faciliter la formulation de stratégies efficaces de gestion durable des ressources naturelles (accès et utilisation).
- Capacités institutionnelles et communautaires renforcées pour s'engager dans la gestion/gouvernance des terres (utilisation, accès et propriété) et le dialogue stratégique connexe.

Le projet a également soutenu l'amélioration des cadres juridiques et politiques liés aux questions territoriales facilitant la sécurisation de l'accès à la terre pour tous.

Un élément clé de la stratégie de l'intervention consistait à organiser des tables de négociation et à fournir au personnel gouvernemental des compétences pratiques en matière de délimitation participative des terres, ainsi que du matériel d'arpentage et d'impression. Cela a permis la création de comités participatifs de délimitation des terres, contribuant à la résolution efficace des différends concernant les limites des terres. Une Commission interministérielle d'examen des politiques foncières a également été créée

au Somaliland. Cette commission est responsable de la planification et de la coordination de l'élaboration de la politique foncière. Elle a produit le projet de politique zéro à travers un processus consultatif et participatif avec diverses parties prenantes, notamment des ministères clés.

RÉSULTATS ET IMPACT

Dans l'ensemble, les interventions du projet ont grandement contribué à améliorer la gestion durable et ont mieux sécurisé l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles, facilitant les investissements productifs et le développement socioéconomique au Somaliland et dans le sud de la Somalie.

Parmi les résultats positifs, figurent:

- Les lois, politiques et réglementations relatives à la gouvernance foncière dans le sud de la Somalie et au Somaliland ont été analysées à l'aide de l'outil d'évaluation juridique des Directives volontaires, et les principales lacunes ont été identifiées;
- Le premier projet de politique foncière pour le Somaliland a été élaboré et remis au gouvernement pour finalisation;
- Les lacunes relatives aux capacités institutionnelles pour la connaissance et l'application des Directives volontaires et l'élaboration des politiques foncières ont été analysées, et le personnel des institutions impliquées dans les questions foncières pour l'application des Directives volontaires ont reçu une formation pour améliorer la gouvernance foncière;
- 28 tables de négociation impliquant 1 120 représentants communautaires établis dans 42 villages répartis dans sept districts pour améliorer et assurer la bonne gouvernance foncière;
- Des représentants de la communauté ont reçu une formation en matière d'équité hommes-femmes ainsi que sur les problématiques territoriales et la planification territoriale participative pour améliorer et rendre plus durables les capacités relatives à la gouvernance foncière au niveau local;
- 30 membres du personnel technique du gouvernement ont été formés à la délimitation participative des terres, à l'aide du système de positionnement mondial et de l'équipement d'arpentage de la station Total;
- Un inventaire des ressources naturelles et un rapport de diagnostic territorial ont été publiés et présentés aux parties prenantes.

Les bons résultats obtenus ont également permis de renforcer la durabilité des réalisations du projet:

Développement des capacités

Le projet a apporté son soutien à l'élaboration d'une politique foncière nationale au Somaliland. Une fois que la politique foncière globale aura été promulguée par les pouvoirs publics, elle ouvrira la voie à des réformes législatives et institutionnelles et à la mise en œuvre de la politique foncière, renforçant ainsi la durabilité des réalisations du projet.

Les équipes du Ministère de l'agriculture du Somaliland ont été formées à la délimitation participative des terres agricoles. Le Ministère a également

été doté d'équipements modernes pour fournir des services à la population. L'appui permettra au Ministère de continuer à offrir les services de géomètres et de recueillir les coordonnées du Système d'information géographique (SIG), puis de produire des titres. Les capacités des communautés bénéficiaires ont également été développées en matière d'approches territoriales participatives négociées.

Produits de connaissances

Les produits suivants, portant sur les connaissances acquises, ont été réalisés:

- Une analyse des questions juridiques liées à la terre au Somaliland;
- Une analyse des droits foncières des femmes et des droits territoriaux des minorités somaliennes au Somaliland;
- Une enquête de référence sur le «rétablissement de la confiance dans les questions foncières»;
- Une vision dynamique historique des conflits foncières dans la région somalienne (Lower Shabelle);
- Une version préliminaire d'une politique foncière du Somaliland;
- Un rapport de diagnostic territorial sur les ressources foncières du Somaliland.

Égalité entre les sexes

Le projet a veillé à ce que les hommes, les femmes et les jeunes participent à tous les aspects du projet. La participation des femmes aux réflexions sur les questions foncières et liées aux ressources naturelles et aux droits foncières a été intégrée dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet. La société somalienne est principalement patrilinéaire et les femmes sont souvent exclues des décisions concernant les questions foncières et les ressources naturelles. Afin d'assurer l'égalité entre les sexes au niveau des questions foncières, le projet a facilité l'organisation de forums de sensibilisation et de dialogue sur les droits foncières des femmes et s'est assuré que les femmes participaient aux débats. Aux tables de négociation, au moins 40 pour cent des participants étaient des femmes, ce qui représente une amélioration importante de la représentation des femmes en matière foncière et territoriale. Le message promu lors des ateliers et des activités de formation était «les droits foncières sont des droits humains», une phrase maintes fois répétée durant le projet.

Durabilité environnementale

Le projet comportait un fort élément de participation et d'autonomisation de la communauté. Les tables participatives de cartographie et de négociation des ressources naturelles ont accru la sensibilisation des communautés aux questions environnementales, à l'utilisation durable des ressources naturelles et à la conservation de la nature.

Durabilité technologique

Les technologies introduites par le projet continueront d'aider les communautés bénéficiaires à cartographier et à résoudre les litiges foncières, ainsi qu'à améliorer la précision des titres de propriété de terres agricoles délivrés.



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO